

Béatrice Delvaux Editorialiste en chef

Le coup Lutgen, tout bon pour la N-VA ?

Olivier Maingain, le président de Défi, le proclamait mercredi soir : Benoît Lutgen, en faisant son quasi-coup d'Etat anti PS, fait le jeu de la N-VA. Les nationalistes voulaient démontrer que rien ne fonctionne tant en Wallonie qu'à Bruxelles, que le blocage institutionnel et politique domine, eh bien, assène l'ex-FDF, maintenant c'est fait et offert sur un plateau ardennais par un président de parti. Un comble pour celui qui avait été parmi les plus durs dans la condamnation du MR lorsqu'il a décidé, en 2014, de monter au gouvernement avec le parti de Bart De Wever.

Mais si vous traversez la frontière médiatique et que vous lisez les éditorialistes et politiques du cru, c'est un tout autre son de cloche qui résonne. Ainsi dans le magazine *Knack*, l'ex-N-VA Hendrik Vuye, par ailleurs très bon connaisseur du monde francophone comme constitutionnaliste et professeur à Namur, chante une tout autre chanson : « En même temps que le PS, c'est la stratégie de la N-VA qui s'effondre. » Ah bon ? « C'est la faillite de la stratégie de l'enfumage de la N-VA. Bart De Wever espérait qu'en menant une politique de droite, la Wallonie demanderait elle-même à fuir la Flandre. Il était pour cela crucial que le PS reste à une position de pouvoir. Mais maintenant qu'il serait partout dans l'opposition, on se moque qu'il soit régionaliste ou pas. De plus, les partis qui formeraient les nouvelles coalitions sont tous belgicistes. De plus, avec ce changement, les institutions ne vont pas mieux fonctionner et resteront aussi chères. En 2014, Lutgen a fait un cadeau à la N-VA

en concluant un accord ultrarapide avec le PS, il vient de le reprendre. »

Hendrik Vuye le reconnaît : le PS est en train d'imploser et c'est une sorte de trophée pour la N-VA mais il n'en démord pas, prenant pour exemple la popularité des Theo Francken et Jan Jambon en Wallonie qui rebat les cartes : « Ce n'était pas le but, le récit de De Wever du "nous et eux" est battu en brèche. » Et le constitutionnaliste d'estimer que la N-VA est repartie pour dix ans de mise au frigo du communautaire.

L'éditorialiste du *Standaard* partage cet avis : l'offensive des Ardennes de Benoît-McAuliffe-Lutgen pourrait être risquée pour la N-VA. Ah bon ? « Le plus grand risque pour les partis francophones est que leur concurrence sous-jacente prouve leur impuissance à exercer le pouvoir sans le PS. C'est vrai en

politique comme dans la vie : ce qui ne vous tue pas vous rend plus fort. » Et Bart Sturtewagen d'avertir : l'heure de vérité sera en 2019, pas avant !

Tout le monde pourtant au nord du pays n'attend pas 2019 pour proclamer « Adieu PS ». Jan Segers, l'éditorialiste de *Het Lautste Nieuws*, ne fait pas dans la dentelle : « Envoyez le PS dans le désert. Il ne manquera à personne, certainement pas aux pauvres. » Il estime d'ailleurs que la conversion de Lutgen est une bonne nouvelle pour Charles Michel, Wouter Beke et Bart De Wever : « On peut faire sans les socialistes aussi après 2019 », avec désormais le CDH pour occuper les sièges qui manqueraient pour former une majorité. L'éditorialiste est quasiment lyrique : « Ceci est un coup d'Etat sans pareil. Une pe-

tite sœur met le grand frère à la porte. »

Le timing de Lutgen est parfait, ajoute-t-il, avec une opinion publique qui en avait ras-le-bol « de l'hypocrisie des socialistes francophones qui veulent

s'enrichir sur le compte des moins riches ». Et d'avertir les partis flamands qui s'associeraient encore aux socialistes à la Région bruxelloise ou à la Ville : ils seraient complices d'une imposture. « Ils ne mesurent pas à quel point les Flamands en ont assez de cette sorte de saleté. »

Une création de la Région bruxelloise qui laisse à l'époque inchangé le nombre de communes et d'intercommunales

La faute au PS ? Deux minutes, camarade. Il y a malgré tout des voix en Flandre qui refusent de mener ce procès de façon unilatérale.

Ainsi Rolf Falter, un journaliste dont le nom occupait les colonnes des journaux du nord du pays au temps des grands clachs communautaires, explique dans une analyse du *Morgen* que la cause de la complexité et des affaires

bruxelloises, avec sa multiplication de mandats et rémunérations n'est pas à chercher chez les socialistes. « Le PS est dans le viseur car il est le plus grand parti et détient à ce titre la moitié des mandats. Mais la cause de la crise politique est Bruxelles et la manière dont elle est gérée. »

Il rappelle que la pacification communautaire s'est produite en 1988 lorsque

Jean-Luc Dehaene invita, avec Philippe Moureaux, à pousser le bouton de la création de la Région bruxelloise. Une création qui laisse à l'époque inchangé le nombre de communes et d'intercommunales qui y sont liées, à la condition que les Flamands y aient au minimum un échevin.

En sus, viennent se placer une structure régionale compliquée et ensuite l'Agglomération. « La solution était cynique. Mieux valait une structure complexe que pas de structure du tout. Laissons exister ce qui existe. Créer assez de mandats de façon à ce que tout le monde

soit content. Et espérer que la tension communautaire disparaîtra. Ce qui est de fait arrivé, à l'exception de l'un ou l'autre bruit d'avion. »

Le prix à payer, remarque aujourd'hui l'historien, fut l'affaiblissement du contrôle démocratique tant étaient peu nombreux ceux qui comprenaient quelque chose à cette structure. « L'espoir existait qu'on améliorerait tout cela une fois la paix communautaire revenue. » Ce qui ne s'est jamais produit et exige donc aujourd'hui une réforme dont Ralf Falter estime qu'elle peut se produire sans la dramaturgie d'une réforme de l'Etat. Et l'homme d'en appeler à aller voir Cologne ou Berlin, Paris ou Londres : « Chacune de ces villes est organisée sur la base de la gestion d'une sorte de superstructure avec de vieilles entités communales dotées de compétences plus réduites. »

Mais cela, évidemment, demande plus que de changer de coalition : cela demande de gouverner. ■